

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/11074]

20 FEVRIER 2017. — Loi modifiant le Code civil en ce qui concerne la reconnaissance prénatale d'un enfant par un parent non marié (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. L'article 328, § 3, du Code civil, remplacé par la loi du 17 mars 2013 et renuméroté par la loi du 25 avril 2014, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“La reconnaissance d'un enfant conçu peut avoir lieu à tout moment de la grossesse sur la base d'une attestation de grossesse réalisée par un médecin ou par une sage-femme.”

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Note

Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents. 54-1658

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/11074]

20 FEBRUARI 2017. — Wet tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek wat de prenatale erkenning van een kind door een niet-gehuwde ouder betreft (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 328, § 3, van het Burgerlijk Wetboek, vervangen bij de wet van 17 maart 2013 en vernummerd bij de wet van 25 april 2014, wordt aangevuld met een lid, luidende :

“De erkenning ten gunste van een verwekt kind kan gebeuren op elk ogenblik van de zwangerschap op basis van een zwangerschapsattest opgesteld door een geneesheer of een vroedvrouw.”

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be) :

Stukken. 54-1658

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/11278]

20 FEVRIER 2017. — Loi modifiant la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. À l'article 7 de la loi du 26 juin 1990 relative à la protection de la personne des malades mentaux, modifié par les lois des 7 mai 1999 et 13 juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 4, alinéa 2, est complété comme suit :

“, ainsi qu'aux personnes qu'il entendra conformément au paragraphe 5”;

2° le paragraphe 5, alinéa 1er, est remplacé par ce qui suit :

“Aux jour et heure fixés, le juge entend le malade et, si possible, son conjoint, son cohabitant légal, la personne avec laquelle il forme un ménage de fait, ses parents jusqu'au deuxième degré, les personnes qui se chargent des soins quotidiens du malade ou qui l'accompagnent, le requérant, ainsi que toutes les autres personnes dont il estime l'audition utile. Ces auditions ont lieu en présence de l'avocat du malade. Au cas où le malade détient l'autorité parentale sur la personne d'un enfant, le juge entend, si possible, l'autre parent et, le cas échéant, la personne à laquelle l'enfant mineur a été confiée. Si le malade est mineur, le juge entend, si possible, ses représentants légaux.”

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/11278]

20 FEBRUARI 2017. — Wet tot wijziging van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 7 van de wet van 26 juni 1990 betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke, gewijzigd bij de wetten van 7 mei 1999 en 13 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 4, tweede lid, wordt aangevuld als volgt :

“alsook aan de personen die hij overeenkomstig paragraaf 5 zal horen”;

2° paragraaf 5, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

“Op de vastgestelde dag en het vastgestelde uur hoort de rechter de zieke en, zo mogelijk, zijn echtgenoot, zijn wettelijk samenwonende, de persoon met wie hij een feitelijk gezin vormt, de bloedverwanten tot de tweede graad, de personen die belast zijn met de dagelijkse zorg van de zieke of hem begeleiden, de verzoeker, alsmede alle andere personen die hij dienstig acht te horen, in aanwezigheid van de advocaat van de zieke. Ingeval de zieke het ouderlijk gezag heeft over de persoon van een kind, hoort de rechter zo mogelijk de andere ouder en, in voorkomend geval, degene aan wie het minderjarige kind is toevertrouwd. Indien de zieke minderjarig is, hoort de rechter zo mogelijk zijn wettelijke vertegenwoordigers.”

Art. 3. Dans l'article 8, § 2, de la même loi, l'alinéa 2, remplacé par la loi du 7 mai 1999, est remplacé par ce qui suit :

"Il envoie une copie non signée du jugement aux conseils, au procureur du Roi et, le cas échéant, au représentant légal, au médecin-psychiatre, à la personne de confiance, au conjoint, au cohabitant légal du malade et à la personne avec laquelle il forme un ménage de fait. Au cas où le malade détient l'autorité parentale sur la personne d'un enfant, le greffier envoie également une copie non signée du jugement à l'autre parent et, le cas échéant, à la personne à laquelle l'enfant mineur a été confié."

Art. 4. Dans l'article 9 de la même loi, l'alinéa 6 est remplacé par ce qui suit :

"Dans le même délai, le procureur du Roi donne connaissance de sa décision et de sa requête écrite au malade et, le cas échéant, à son représentant légal, à son conjoint, à son cohabitant légal et à la personne avec laquelle il forme un ménage de fait, à la personne chez qui le malade réside, et, le cas échéant, à la personne intéressée qui a saisi le procureur du Roi. Au cas où le malade détient l'autorité parentale sur la personne d'un enfant, le procureur du Roi donne également connaissance de sa décision et de sa requête écrite à l'autre parent et, le cas échéant, à la personne à laquelle l'enfant mineur a été confié."

Art. 5. L'article 11 de la même loi est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit :

"Le médecin du service en informe le malade et le directeur de l'établissement. Ce dernier avertit préalablement à l'exécution de cette décision le magistrat qui a pris la décision, le juge saisi, le procureur du Roi, la personne qui a demandé la mise en observation, ainsi que le représentant légal, le conjoint, le cohabitant légal du malade et la personne avec laquelle il forme un ménage de fait. Si le malade détient l'autorité parentale sur la personne d'un enfant, le directeur de l'établissement avertit également, préalablement à l'exécution de la décision, l'autre parent et, le cas échéant, la personne à laquelle l'enfant mineur a été confié."

Art. 6. Dans l'article 12 de la même loi, modifié par la loi du 13 juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 2, la phrase "Il en informe les personnes visées à l'article 9, et fait savoir au juge et aux mêmes personnes s'il se désiste de sa demande." est remplacée par la phrase suivante :

"Il en informe préalablement à la sortie du malade les personnes visées à l'article 9, et fait savoir au juge et aux mêmes personnes s'il se désiste de sa demande.";

b) dans le 3, la phrase "Ce dernier avertit le magistrat qui a pris la décision, le juge saisi, le procureur du Roi, ainsi que la personne qui a demandé la mise en observation." est remplacée par la phrase suivante :

"Ce dernier avertit préalablement à la sortie du malade le magistrat qui a pris la décision, le juge saisi, le procureur du Roi, la personne qui a demandé la mise en observation, ainsi que le représentant légal, le conjoint, le cohabitant légal du malade et la personne avec laquelle il forme un ménage de fait. Si le malade détient l'autorité parentale sur la personne d'un enfant, le directeur de l'établissement avertit également préalablement à la sortie du malade, l'autre parent et, le cas échéant, la personne à laquelle l'enfant mineur a été confié."

Art. 7. L'article 15 de la même loi est complété par les phrases suivantes :

"Le médecin du service en informe le malade et le directeur de l'établissement. Ce dernier avertit préalablement à l'exécution de cette décision le magistrat qui a pris la décision, le juge saisi, le procureur du Roi, la personne qui a demandé la mise en observation, ainsi que le représentant légal, le conjoint, le cohabitant légal du malade et la personne avec laquelle il forme un ménage de fait. Si le malade détient l'autorité parentale sur la personne d'un enfant, le directeur de l'établissement avertit également, préalablement à l'exécution de la décision, l'autre parent et, le cas échéant, la personne à laquelle l'enfant mineur a été confié."

Art. 3. In artikel 8, § 2, van dezelfde wet, wordt het tweede lid, vervangen bij de wet van 7 mei 1999, vervangen als volgt :

"Hij zendt een niet-ondertekend afschrift van het vonnis aan de raadslieden, aan de procureur des Konings en, in voorkomend geval, aan de wettelijke vertegenwoordiger, de geneesheer-psychiater, de vertrouwenspersoon, de echtgenoot, de wettelijk samenwonende en de persoon met wie de zieke een feitelijk gezin vormt. Ingeval de zieke het ouderlijk gezag heeft over de persoon van een kind, zendt de griffier eveneens een niet-ondertekend afschrift van het vonnis aan de andere ouder en, in voorkomend geval, aan de persoon aan wie het minderjarig kind is toevertrouwd."

Art. 4. In artikel 9 van dezelfde wet wordt het zesde lid vervangen als volgt :

"Binnen dezelfde termijn geeft de procureur des Konings van zijn beslissing en van zijn verzoekschrift kennis aan de zieke en, in voorkomend geval, aan diens wettelijke vertegenwoordiger, aan zijn echtgenoot, aan zijn wettelijk samenwonende en aan de persoon met wie de zieke een feitelijk gezin vormt, aan de persoon bij wie de zieke verblijft en, in voorkomend geval, aan de belanghebbende die de procureur des Konings hierom heeft verzocht. Ingeval de zieke het ouderlijk gezag heeft over de persoon van een kind, geeft de procureur des Konings eveneens kennis van zijn beslissing en van zijn verzoekschrift aan de andere ouder en, in voorkomend geval, aan de persoon aan wie het minderjarig kind is toevertrouwd."

Art. 5. Artikel 11 van dezelfde wet wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

"De geneesheer van de dienst deelt zulks mee aan de zieke en aan de directeur van de instelling. Deze laatste verwittigt voor deze beslissing wordt uitgevoerd de magistraat die de beslissing genomen heeft, de rechter voor wie de zaak aanhangig is, de procureur des Konings, de persoon die de opneming ter observatie heeft gevraagd, evenals de wettelijke vertegenwoordiger, de echtgenoot, de wettelijk samenwonende en de persoon met wie de zieke een feitelijk gezin vormt. Ingeval de zieke het ouderlijk gezag heeft over de persoon van een kind, verwittigt de directeur van de instelling voor de beslissing wordt uitgevoerd eveneens de andere ouder en, in voorkomend geval, de persoon aan wie het minderjarig kind is toevertrouwd."

Art. 6. In artikel 12 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in de bepaling onder 2 wordt de zin "Hij brengt de in artikel 9 bedoelde personen hiervan op de hoogte en deelt aan de rechter en aan deze personen mee of hij afziet van zijn vordering." vervangen als volgt :

"Hij brengt voorafgaand aan het ontslag van de zieke de in artikel 9 bedoelde personen hiervan op de hoogte en deelt aan de rechter en aan deze personen mee of hij afziet van zijn vordering.";

b) in de bepaling onder 3 wordt de zin "Deze laatste verwittigt de magistraat die de beslissing genomen heeft, de rechter voor wie de zaak aanhangig is, de procureur des Konings, evenals de persoon die de opneming ter observatie heeft gevraagd." vervangen als volgt :

"Deze laatste verwittigt voor het ontslag van de zieke de magistraat die de beslissing genomen heeft, de rechter voor wie de zaak aanhangig is, de procureur des Konings, de persoon die de opneming ter observatie heeft gevraagd, evenals de wettelijke vertegenwoordiger, de echtgenoot, de wettelijk samenwonende en de persoon met wie de zieke een feitelijk gezin vormt. Ingeval de zieke het ouderlijk gezag heeft over de persoon van een kind, verwittigt de directeur van de instelling voor het ontslag eveneens de andere ouder en, in voorkomend geval, de persoon aan wie het minderjarig kind is toevertrouwd."

Art. 7. Artikel 15 van dezelfde wet wordt aangevuld met de volgende zinnen :

"De geneesheer van de dienst deelt zulks mee aan de zieke en aan de directeur van de instelling. Deze laatste verwittigt voor de uitvoering van deze beslissing de magistraat die de beslissing genomen heeft, de rechter voor wie de zaak aanhangig is, de procureur des Konings, de persoon die de opneming ter observatie heeft gevraagd, evenals de wettelijke vertegenwoordiger, de echtgenoot, de wettelijk samenwonende en de persoon met wie de zieke een feitelijk gezin vormt. Ingeval de zieke het ouderlijk gezag heeft over de persoon van een kind, verwittigt de directeur van de instelling voor de uitvoering van de beslissing eveneens de andere ouder en, in voorkomend geval, de persoon aan wie het minderjarig kind is toevertrouwd."

Art. 8. À l'article 16 de la même loi, modifié par la loi du 13 juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1er, les mots "qui a une durée maximale d'un an," sont abrogés;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"Avant que la décision de posture ne soit exécutée, le directeur de l'établissement en informe les personnes auxquelles a été notifiée la décision de maintien et en informe également les personnes ou autorités auxquelles cette décision de maintien a été communiquée."

Art. 9. Dans l'article 17, 2°, de la même loi, les mots "ce cas" sont remplacés par les mots "les deux cas".

Art. 10. Dans l'article 18, § 1er, de la même loi, l'alinéa 3, modifié par la loi du 13 juin 2006, est complété par les phrases suivantes :

"Le directeur de l'établissement avertit en outre également le conjoint, le cohabitant légal du malade et la personne avec laquelle il forme un ménage de fait. Si le malade détient l'autorité parentale sur la personne d'un enfant, le directeur de l'établissement informe également l'autre parent de la décision et, le cas échéant, la personne à laquelle l'enfant mineur a été confié."

Art. 11. Dans l'article 19 de la même loi, le paragraphe 3, modifié par la loi du 13 juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

"Le médecin-chef de service informe de sa décision le malade, le procureur du Roi et le directeur de l'établissement. Ce dernier avertit immédiatement et préalablement à la sortie le magistrat qui a pris la décision, le juge saisi, la personne qui a demandé la mise en observation, ainsi que le représentant légal, le conjoint, le cohabitant légal du malade et la personne avec laquelle il forme un ménage de fait. Si le malade détient l'autorité parentale sur la personne d'un enfant, le directeur de l'établissement avertit également l'autre parent préalablement à la sortie et, le cas échéant, la personne à laquelle l'enfant mineur a été confié."

Le directeur de l'établissement avertit également par envoi recommandé le magistrat qui a pris la décision et le juge saisi, ainsi que la personne qui a demandé la mise en observation."

Art. 12. Dans l'article 24, § 2, de la même loi, l'alinéa 2, remplacé par la loi du 18 juillet 1991, est remplacé par ce qui suit :

"Il envoie une copie non signée du jugement aux conseils, au procureur du Roi et, le cas échéant, au représentant légal, au médecin-psychiatre, à la personne de confiance, au conjoint, au cohabitant légal du malade et à la personne avec laquelle il forme un ménage de fait. Au cas où le malade détient l'autorité parentale sur la personne d'un enfant, le greffier envoie également une copie non signée du jugement à l'autre parent et, le cas échéant, à la personne à laquelle l'enfant mineur a été confié."

Art. 13. Dans l'article 30, § 4, de la même loi, l'alinéa 2, remplacé par la loi du 7 mai 1999 et modifié par la loi du 13 juin 2006, est remplacé par ce qui suit :

"Il envoie une copie non signée du jugement ou de l'arrêt ou la notification de l'absence de jugement ou d'arrêt aux conseils et, le cas échéant, au représentant légal, au médecin, à la personne de confiance, au conjoint, au cohabitant légal du malade ou à la personne avec laquelle il forme un ménage de fait. Au cas où le malade détient l'autorité parentale sur la personne d'un enfant, le greffier envoie également une copie non signée du jugement ou de l'arrêt à l'autre parent et, le cas échéant, à la personne à laquelle l'enfant mineur a été confié."

Art. 8. In artikel 16 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden ", die ten hoogste één jaar mag duren," opgeheven;

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"Voor de beslissing tot nazorg wordt uitgevoerd, stelt de directeur van de instelling de personen aan wie kennis is gegeven van de beslissing tot verder verblijf daarvan op de hoogte en geeft daarvan bericht aan de personen of overheidsorganen aan wie de beslissing tot verder verblijf is meegedeeld."

Art. 9. In artikel 17, 2°, van dezelfde wet, worden de woorden "dat geval" vervangen door de woorden "beide gevallen".

Art. 10. In artikel 18, § 1, van dezelfde wet wordt het derde lid, gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, aangevuld met de volgende zinnen :

"De directeur van de instelling verwittigt daarnaast ook de echtgenoot, de wettelijk samenwonende en de persoon met wie de zieke een feitelijk gezin vormt. Ingeval de zieke het ouderlijk gezag heeft over de persoon van een kind, brengt de directeur van de instelling eveneens de andere ouder op de hoogte van de beslissing en, in voorkomend geval, de persoon aan wie het minderjarig kind is toevertrouwd."

Art. 11. In artikel 19 van dezelfde wet wordt paragraaf 3, gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, vervangen als volgt :

"§ 3. De geneesheer-diensthoudend deelt zijn beslissing mede aan de zieke, de procureur des Konings en aan de directeur van de instelling. Deze laatste verwittigt onmiddellijk en voor het ontslag de magistraat die de beslissing genomen heeft, de rechter voor wie de zaak aanhangig is, de persoon die de opnemings- of observatie heeft gevraagd, evenals de wettelijke vertegenwoordiger, de echtgenoot, de wettelijk samenwonende en de persoon met wie de zieke een feitelijk gezin vormt. Ingeval de zieke het ouderlijk gezag heeft over de persoon van een kind, verwittigt de directeur van de instelling voor het ontslag eveneens de andere ouder en, in voorkomend geval, de persoon aan wie het minderjarig kind is toevertrouwd."

De directeur van de instelling verwittigt de magistraat die de beslissing genomen heeft, de rechter voor wie de zaak aanhangig is, en de persoon die de opnemings- of observatie heeft gevraagd eveneens per aangetekende zending."

Art. 12. In artikel 24, § 2, van dezelfde wet wordt het tweede lid, vervangen bij de wet van 18 juli 1991, vervangen als volgt :

"Hij zendt een niet-ondertekend afschrift van het vonnis aan de raadslieden, aan de procureur des Konings en, in voorkomend geval, aan de wettelijke vertegenwoordiger, de geneesheer-psychiater, de vertrouwenspersoon, de echtgenoot, de wettelijk samenwonende en de persoon met wie de zieke een feitelijk gezin vormt. Ingeval de zieke het ouderlijk gezag heeft over de persoon van een kind, zendt de griffier eveneens een niet-ondertekend afschrift van het vonnis aan de andere ouder en, in voorkomend geval, aan de persoon aan wie het minderjarig kind is toevertrouwd."

Art. 13. In artikel 30, § 4, van dezelfde wet, wordt het tweede lid, vervangen bij de wet van 7 mei 1999 en gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, vervangen als volgt :

"Hij zendt een niet-ondertekend afschrift van het vonnis of het arrest of kennisgeving van het ontbreken van een vonnis of een arrest aan de raadslieden en, in voorkomend geval, aan de wettelijke vertegenwoordiger, de geneesheer, de vertrouwenspersoon, de echtgenoot, de wettelijk samenwonende en de persoon met wie de zieke een feitelijk gezin vormt. Ingeval de zieke het ouderlijk gezag heeft over de persoon van een kind, zendt de griffier eveneens een niet-ondertekend afschrift van het vonnis of arrest aan de andere ouder en, in voorkomend geval, aan de persoon aan wie het minderjarig kind is toevertrouwd."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

Chambre des représentants
(www.lachambre.be)
Documents. 54-765

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

Kamer van volksvertegenwoordigers
(www.dekamer.be) :
Stukken. 54-765

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/11284]

20 FEVRIER 2017. — Loi modifiant le Code civil, en ce qui concerne l'adoption

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 343, § 1^{er}, du Code civil, modifié en dernier lieu par la loi du 2 juin 2010, est inséré le b/1), rédigé comme suit :

“b/1) ancien partenaire: l'ancien époux ou l'ancien cohabitant légal, ou l'une ou l'autre des personnes séparées qui ont vécu ensemble de façon permanente et affective pendant une période d'au moins trois ans, pour autant qu'elles ne soient pas unies par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont elles ne peuvent être dispensées par le Roi”.

Art. 3. Dans le livre premier, titre VIII, chapitre I^{er}, section 2, du même Code, il est inséré un article 344-3 rédigé comme suit :

“Art. 344-3. Une personne peut adopter l'enfant de son ancien partenaire, pour autant que les conditions suivantes soient remplies :

1° l'enfant a été adopté par l'ancien partenaire pendant le mariage ou un lien de filiation, adoptive ou autre, a été établi entre l'enfant et l'ancien partenaire pendant la cohabitation légale ou pendant la vie commune visée à l'article 343, § 1^{er}, b/1);

2° l'enfant n'a qu'un seul lien de filiation établi; et

3° cette personne entretient avec l'enfant une relation de fait durable, tant sur le plan affectif que matériel.”.

Art. 4. Dans l'article 345, alinéa 2, du même Code, remplacé par la loi du 24 avril 2003, les mots “ou du cohabitant” sont remplacés par les mots “, du cohabitant ou de l'ancien partenaire”.

Art. 5. Dans l'article 346-2, alinéa 3, 1°, du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les mots “ou à son cohabitant” sont remplacés par les mots “, à son cohabitant ou à son ancien partenaire”.

Art. 6. Dans l'article 347-1, alinéa 1 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots “Un enfant qui a déjà été adopté” sont remplacés par les mots “Une personne qui a déjà été adoptée”;

2° les mots “, s'il s'agit d'un enfant, de manière” sont ajoutés après les mots “peut être adoptée une nouvelle fois, de manière simple ou”.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/11284]

20 FEBRUARI 2017. — Wet tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de adoptie

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 343, § 1, van het Burgerlijk Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 2 juni 2010, wordt de bepaling onder b/1) ingevoegd, luidende :

“b/1) voormalige partner : de voormalige echtgenoot of de voormalige wettelijk samenwonende, of een van de gescheiden personen die op een permanente en affectieve wijze hebben samengewoond gedurende ten minste drie jaar, voor zover zij niet door een band van bloedverwantschap zijn verbonden die leidt tot een huwelijksverbod waarvoor de Koning geen ontheffing kan verlenen”.

Art. 3. In boek I, titel VIII, hoofdstuk I, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 344-3 ingevoegd, luidende :

“Art. 344-3. Een persoon kan het kind van zijn voormalige partner adopteren voor zover de volgende voorwaarden vervuld zijn :

1° het kind werd geadopteerd door de voormalige partner tijdens het huwelijk of een, adoptieve of andere, afstammingsband werd vastgesteld tussen het kind en de voormalige partner tijdens de wettelijke samenwoning of tijdens het samenleven bedoeld in artikel 343, § 1, b/1);

2° het kind heeft slechts één vastgestelde afstammingsband; en

3° die persoon onderhoudt met het kind een duurzame feitelijke relatie, zowel op affectief als op materieel vlak.”.

Art. 4. In artikel 345, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 24 april 2003, worden de woorden “of van de samenwonende” vervangen door de woorden “, van de samenwonende of van de voormalige partner”.

Art. 5. In artikel 346-2, derde lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, worden de woorden “of met de persoon met wie hij samenwoont” vervangen door de woorden “, met de persoon met wie hij samenwoont of met zijn voormalige partner”.

Art. 6. In artikel 347-1, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “Een kind dat” worden vervangen door de woorden “Een persoon die”;

2° na de woorden “zowel bij wijze van een gewone als” worden de woorden “, in geval van een kind,” ingevoegd.